

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LORILLEUX

La Pommeraie
28170 Maillebois

Références : IC230622
Code AIOT : 0010000270

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement LORILLEUX implanté Domaine de la Pommeraie 28170 Maillebois. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORILLEUX
- Domaine de la Pommeraie 28170 Maillebois
- Code AIOT : 0010000270
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Maillebois exerce principalement une activité de traitement de surface métallique par application électrolytique au tampon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection précédente du 28 février 2019
- Les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.1.1	Sans objet
2	Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.2.3	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.6.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention du bruit	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.5.8	Sans objet
4	Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.7.4.1	Sans objet
5	Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.9.3	Sans objet
7	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/12/2002, article 1er	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications des activités doivent être portées à connaissance du préfet.
Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont périodiquement vérifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des activités
Prescription contrôlée : Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Les modifications apportées au fonctionnement de l'établissement n'ont pas été portées à la connaissance du préfet
Observations : L'exploitant indique qu'il a arrêté son activité de grenailage classée sous la rubrique 2575. De même, l'exploitant indique avoir réduit sa consommation sous le seuil de 200 kg/jour de son activité de revêtement métallique par projection de composés métalliques classée sous la rubrique 2567-2. L'établissement décline donc cette activité du régime de l'autorisation au régime de la déclaration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'installation électrique n'est pas entretenue en bon état.
Observations : L'exploitant présente de rapport de vérification des installations électriques réalisé par SOCOTEC le 29/08/2022. Le compte-rendu Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Prévention du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, suivant une fréquence quinquennale, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence d'écart relevé

Observations : Le dernier rapport de contrôle des niveaux d'émissions sonores réalisé par SOCOTEC le 9 octobre 2020 conclut à la conformité des niveaux d'émissions sonores. La fréquence de contrôle quinquennal est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant aménage une réserve d'eau d'une capacité minimum de 240 m ³ conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilo – newton et ayant une superficie minimale de 32 m ² (8 m x 4 m)
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : L'inspection relève la présence d'une réserve souple d'eau de 240 m³. L'exploitant précise que le déport à environ 50 mètres de la zone de mise en station des engins pompiers au niveau de la voirie lourde située à l'entrée du site est validé par les pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte et de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante :[...] Équipements de prévention et de lutte contre l'incendie : moyens d'intervention (extincteurs mobiles, désenfumage) : 12 mois.- Installations électriques : 12 mois
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : Les extincteurs mobiles et le désenfumage font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière vérification périodique des extincteurs a été réalisée par Gloire Sécurité Incendie le 07/07/2022 La dernière vérification périodique du désenfumage a été réalisée par Eurofeu le 21/12/2022. La dernière vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 29/08/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :. 100 % de la capacité du plus grand réservoir :. 50 % de la capacité des réservoirs associés.[...]
Constats : Absence de capacité de confinement d'un stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.
Observations : L'inspection relève la présence d'une rétention abîmée ne pouvant assurer sa fonction de confinement d'une cuve de 1000 litres de déchet liquide contenant du cyanure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2002, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance périodique
Prescription contrôlée : La SA LORILLEUX, implantée Domaine de la Pommeraie, 28170 MAILLEBOIS, procède, à fréquence semestrielle, en périodes de basses eaux et de hautes eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique et à l'analyse d'un échantillon de la nappe prélevé dans le puits de contrôle implanté sur son site d'exploitation.
Constats : Aucun écart relevé.
Observations : La surveillance des eaux souterraines en 2022 a été réalisée par SOCOTEC le 23 juin en période de basses eaux et le 25 novembre 2022 en période de hautes eaux. La surveillance 2022 ne relève aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
Prescription contrôlée : Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. L'autosurveillance porte sur : — le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de filtration, de lavage éventuel (niveau d'eau..) ou de condensation. — le bon traitement des effluents atmosphériques ; à cette fin l'exploitant fait procéder annuellement à des prélèvements et analyses des émissions réglementées aux § 1.4.4 à 1.4.5 ci-dessus en vue d'apprécier la conformité des rejets aux valeurs limites introduites dans le présent arrêté [...]

Constats : Absence d'écart relevé
Observations : Les contrôles d'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisés par APAVE le 7 juillet 2021 et le 11 mai 2022 ne relèvent aucun dépassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2000, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.
Constats : Présence de déchets de grenaillage/sablage entreposés à l'extérieur des bâtiments
Observations : L'exploitant a indiqué avoir arrêté son activité de grenaillage/sablage. Les déchets de cette activité sont entreposés dans des bacs non étanches et des big-bags à l'extérieur des bâtiments. Ces déchets sont issus de l'activité de grenaillage/sablage arrêtée. Une évacuation de ces déchets dans une filière d'élimination doit être réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites